



Association Générale des Etudiants de Nanterre
Union Nationale des Etudiants de France
Université de Paris X - Nanterre - salle F 307

92000 NANTERRE
Tél : 40 97 76 72

Supplément à l'UNEF inform'

comm. parit. n° 1142D73

52 rue Pailleron - 75019 PARIS

AGEN INFORM'

bulletin interne de l'A.G.E. de Nanterre

EDITORIAL :

Chers camarades, cher(es) adhérents(tes),

Ce nouvel Agen-inform' sort dans un contexte tout à fait particulier. L'AGEN-Unef s'est d'abord dotée d'une nouvelle direction à l'issue de son Congrès extraordinaire (15 et 16 janvier 1993) et j'écris ces quelques lignes à deux jours de la manif antiraciste du 6 février 1993. L'AGEN-Unef est bien sûr présente activement sur le terrain et a particulièrement animé la semaine antifasciste sur notre fac (du 1er au 6 février) avec sa spécificité qui lui est propre en ne se contentant pas de constater que le fascisme gagne du terrain mais en essayant d'analyser les causes profondes de ce phénomène (misère sociale, répression anti-immigrés, démagogie de la part du gouvernement etc...) et d'élargir le problème à l'échelle internationale comme notre slogan : "ANTIRACISTES DE NANTERRE A BIR-ZEIT (Palestine Occupée)".

Quand vous lirez ces lignes, la manif aura eu lieu. Mais le combat ne va pas s'arrêter là. L'AGEN-Unef pour sa part continuera à alerter les étudiants sur le danger de cette gangrène. D'autant plus que les élections à l'UFR de Droit avec la présence quasi certaine de la liste néonazi de CNEN se profile à l'horizon. Dès maintenant tous les adhérents de l'AGEN-Unef doivent se mobiliser pour que le boycott actif des élections réalise son objectif : "pas d'élections avec les fascistes, pas de liberté pour les ennemis de la liberté !"

Dans ce numéro, plus volumineux que d'habitude, vous pourrez prendre connaissance des textes adoptés par le Congrès du 15 et 16 janvier, ainsi que son compte-rendu (par Rachid) et un point Orga (par David).

Vous pourrez lire également la déclaration de Rafik, nouveau président de l'AGEN-Unef et les

résultats complets des élections qui ont clôturé le Congrès Extraordinaire.

Marcello, Secrétaire à la propagande.

POINT ORGA :

Chers camarades, cher(es) adhérents(tes),

Veillez nous excuser du léger retard qu'à pris l'envoi de l'AGEN-*Inform*. Mais il nous fallait pour cela réunir toute les motions votées lors du congrès.

Afin de relancer les activités de notre organisation, le nouveau Bureau d'AGE élu le 16 janvier, a décidé de multiplier les initiatives et espère que chacun y prendra part. Ainsi, il est nécessaire de reprendre le travail par commissions et par associations.

Les associations permettant à un premier niveau, que tous les membres d'une même UFR se concertent, qu'ils rendent compte de leur propre expérience et des difficultés rencontrées dans leurs filières et qu'ils envisagent des propositions d'action. Une réunion préparatoire aux activités associations et ainsi convoqué le **mardi 9 février à 17 h 00** avec tous les responsables d'associations.

D'autre part, une réunion de tous les élus (CA, CEVU, UFR) est prévue le **lundi 8 février à 17 h 30** au local. L'ordre du jour sera le suivant :

- bilan de l'activité des élus,
- renouvellement des élus qui ont démissionnés,
- préparation des prochains conseils d'UFR, CA, CEVU,
- mise au point d'une commission "politique universitaire".

En ce qui concerne les commissions, 5 sont d'ores et déjà envisagées :

- une commission antifasciste qui s'est déjà réunie (cf. article de Guillaume) ;

- une commission Internationale dont la réunion est prévue le **lundi 8 février à 15 h 00** au local ;

- une commission Cité Universitaire / Aide sociale qui a déjà tenu sa première réunion le **mercredi 27 janvier** : deux propositions d'actions ont été décidées.

Dans un premier temps, organiser une soirée-repas à la cafétéria de la cité universitaire (bât C) dans la tradition de notre syndicat. Cette soirée sera l'occasion pour l'AGEN-Unef de sensibiliser les résidents sur les questions d'aide sociale et d'extension de la Défense grâce à une exposition sur le thème précisement. Cette soirée aura lieu le mardi 2 mars 1993. D'autre part, pour poursuivre le travail d'information, les membres de la Commission ont décidé d'assurer deux heures de permanence hebdomadaire à la cité universitaire, meilleur moyen de maintenir contact avec les résidents ;

- une commission association qui devrait être mise en place après la réunion des responsables des associations chargée d'impulser le rôle des associations ;

- une commission politique Universitaire prendra forme après la réunion des élus.

Toutes les commissions sont ouvertes bien sûr à tous les adhérents de l'AGEN-Unef et se doteront de responsable, chargé d'assurer leur bon fonctionnement et le lien avec le Bureau et le collectif d'A.G. Celui-ci est d'ailleurs convoqué le **mercredi 17 février à 17 h 30.**

D'autre part, le bureau d'AG est heureux "d'annoncer" la naissance d'un nouveau journal destiné aux étudiants (prix 2 FF) et écrit par des militants ou sympathisants de l'AGEN-Unef. Ce journal devrait être, dans la mesure du possible, un bi-mensuel et sollicite toutes les bonnes volontés. Déjà un premier numéro vient de paraître, disponible au local.

Par toutes ces initiatives, le bureau d'AG espère créer une nouvelle dynamique, qui intègre le plus possible tous les adhérents et rompe l'isolement de notre syndicat au sein de l'Université.

David, secrétaire à l'Organisation.

RESULTATS CONGRES DU 15 ET 16 :

Présents : 61

Votants : 48

Président : Rafik 39

Secrétaire : David 30 (+11)

Trésorerie : Géraldine 42

Bureau : Habib 42

Marcello 38

Rachid 38

Guillaume 34

Vincent 22 (+ 12)

COMPOSITION DU NOUVEAU BUREAU

Président : Rafik

Secrétaire à l'organisation : David

Trésorière : Géraldine

Secrétaire aux élus : Rachid

Secrétaire à l'international : Habib

Secrétaire aux associations : Vincent

Secrétaire à la propagande : Marcello

Secrétaire à l'antifascisme : Guillaume

BILAN DU CONGRES EXTRA-ORDINAIRE :

Le congrès de Nanterre s'est tenu le vendredi 15 et samedi 16 janvier 1993. Il avait pour but de trouver une solution aux problèmes qui paralysait notre organisation depuis plusieurs mois.

En effet, un clivage traversait le Bureau d'AGE. Pourquoi ce clivage ?

Il nous semble aujourd'hui évident que l'ancienne direction, du moins les membres statutaires n'ont pas su gérer la diversité de l'UNEF. A cela plusieurs raisons, tout d'abord le caractère partisan de l'ancien président qui ne sût pas être un médiateur afin d'inciter les militants à travailler ensemble, il préféra être un chef de clan.

Ensuite le deuxième frein, qui en découle obligatoirement, la démocratie interne à notre organisation fut bafouée, la marge de manoeuvre des adhérents ne partageant pas l'optique de la majorité du Bureau d'AGE fut réduite. En effet, le bureau d'AGE, ou du moins certains du Bureau (le président, le secrétaire à l'organisation et la trésorière) préféraient soutenir du bout de lèvres les initiatives qu'il ne maîtrisaient pas entièrement, devenant souvent des freins au développement de ces luttes.

En troisième point pour expliquer l'échec de l'ancienne direction statutaire, il nous faut dépasser le cadre local pour percevoir la manoeuvre d'individu ou d'organisation qui espérait faire de Nanterre un champ d'application de leur théorie de recomposition syndicale et politique à travers l'UNEF (Cf la nouvelle ligne développé à l'UNEF-ID et la sortie de certains anciens dirigeants de nos rangs).

En dernier lieu et brièvement, cette direction a sur-estimé la force de certains groupes car elle n'avait pas assez de recul vis-à-vis de l'histoire locale de Nanterre ces dernières années.

Evidemment cette question fut débattue dans notre congrès, débat vif et pas toujours au bon niveau. Il n'empêche que les responsabilités de chacun furent abordées. La question de la nouvelle direction était évidemment à l'ordre du jour, elle était même, ne l'oublions pas, la raison principale de ce congrès extraordinaire.

Une nouvelle direction certes, mais élue sinon sur un programme global, du moins sur une ligne connue. Ce congrès clarifia les positions de chacun sur la politique universitaire, l'extension de la défense, l'antifascisme et la question internationale. Cette discussion fut souvent riche et contradictoire (cf les motions adoptées). Quelles sont les leçons à retenir de ce débat ? Le premier point, au delà des querelles sur l'ancienne direction et son poids dans l'échec du travail en commun, est que lorsque les questions de fond sont abordées, les divergences demeurent au niveau des différentes stratégies à adopter et de la meilleure orientation pour l'AGEN-Unef. Mais ces divergences, loin d'être un frein, peuvent être au contraire une richesse. C'est à cet objectif que s'attellera la nouvelle direction.

Certes la tactique de certains camarades lors du congrès a ressemblé pour plus au parcours d'une montagne russe qu'à un objectif réfléchi.

En effet, l'ancienne direction et une partie des adhérents de l'AGEN-Unef n'a pas jugé utile de participer au vote, nous en prenons note. Cette réaction est sûrement pour certains une réaction compréhensible à la tension de ces derniers mois ; mais que ces militants sachent, qu'après le débat et l'élection qui nous ont parfois séparés et d'autre fois rapprochés, que sur le terrain nous pouvons travailler ensemble.

En effet, dans les mois à venir, le travail à faire sera ardu. Dès février, les élections dans l'UFR de Droit avec la présence d'une liste d'extrême droite est à l'ordre du jour. Sur ce terrain certains comprendront peut-être enfin la différence entre divergence syndicale et ennemi politique. Nous lançons un appel à travailler ensemble, à avancer sans renier !

Rachid AMMAR.

UNE CONCEPTION DU TRAVAIL SYNDICAL :

En traversant le hall du bâtiment F, vous verrez ce slogan : ici, la droite c'est l'UNI.

La question semble donc être résolue, car si l'UNI c'est la droite, le reste c'est la gauche. C'est ici que réside le piège que nous devons tous éviter. Le CNEN se veut lui aussi un syndicat étudiant. Car qu'est-ce qui fait qu'un syndicat soit de droite ou de gauche, donc progressiste ?

C'est premièrement son orientation générale. Il doit avant tout, s'occuper des problèmes des étudiants tout en s'inscrivant dans une politique globale (donc un programme) de revendications et d'actions. Il doit élever la conscience des étudiants en acceptant leur diversité et leur différence, mais en les menant toujours à une unité au niveau de l'action. Comme tout acquis est réversible s'il n'est pas protégé, l'AGEN-Unef doit montrer sa griffe, sa marque de différence.

A Nanterre, il y a un gros syndicat qui ramène tous les problèmes des étudiants à une simple revendication : c'est l'UNEF-ID. Il sert la politique du système et défend la sélection, il privilégie les accords avec l'administration aux actions avec les étudiants. Que ceux qui partagent ses options le rejoignent mais surtout qu'ils sachent, qu'on ne les laissera pas transformer l'AGEN-Unef en tribune pour cette bassesse.

A Nanterre, la gauche est dans l'AGEN-Unef, c'est notre syndicat, son passé est glorieux, son avenir dépend de notre action et de notre volonté à lui donner son vrai caractère de masse. Nous oeuvrons dans ce but et que les plus convaincus nous rejoignent afin de nous guider quand nous nous tromperons et nous soutenir quand nous faiblirons et nous rejeter si nous trahissons !

Rafik, Président de l'AGEN-Unef

L'ANTIFASCISME A L'AGEN-Unef :

Alors qu'à Nanterre l'extrême droite tente de s'implanter, il est plus que jamais important d'écraser le fascisme. Comme l'écrit Gilles Perrault : "Leurs avances sont faites de nos reculs" et c'est à cet effet que le Bureau d'AGE a décidé de créer une commission anti-fasciste, au sein de laquelle de nombreux militants de l'AGEN s'investissent.

Cette commission diffuse actuellement une pétition contre la présence du CNEN aux prochaines élections en UFR de Droit.

Elle participe également à la semaine anti-fasciste et anti-raciste du 1er au 6 février 1993 (jour de la manifestation nationale : place de la République).

Mais cela ne fait que commencer et d'autres actions seront entreprises par la commission dans un futur proche.

Guillaume

DECLARATION DE MOHAMED

Vu la situation que traverse actuellement notre organisation syndicale, l'AGEN-UNEF, une situation qu'on qualifie de crise, une crise politique qui est à l'origine d'une mauvaise compréhension de la nature du syndicalisme et la lutte syndicale, à l'origine aussi d'une confusion banale entre syndicat et parti, entre la lutte syndicale et la lutte politique. Sur la base de cette vision il faut rappeler quelques principes qui gèrent le syndicalisme. Le syndicalisme est en principe fondé sur programme politique minimum qui doit intégrer toutes les constituantes politiques du syndicat. Le syndicat ne doit jamais être une tribune pour n'importe quelle tendance politique. La lutte syndicale est un champ de bataille politique entre différents courants politiques, c'est la vraie démocratie. Les tentatives qui essayent de substituer le syndicat à une ligne politique, sont opportunistes, même s'ils sont sous couvert "révolutionnaire". Etre révolutionnaire c'est avant tout être démocratique avec les masses et les militants avec qui nous avons des divergences. Les concepts tel que "syndicat révolutionnaire", sont étranges, faux et trompeux. Un syndicat ne peut pas changer la société, il pourra par contre affaiblir et limiter provisoirement l'exploitation de classe et non pas rayer définitivement cette exploitation de la société, car un changement de société exige un programme économique, social, politique et culturel qui donne une réponse à toutes les questions posées. C'est le rôle d'un parti révolutionnaire, c'est lui qui occupe une position principale dans la lutte des classes, tandis que le syndicat occupe une position secondaire. Le syndicalisme est en principe une action de masse, son objectif est de défendre avant tout les intérêts des masses estudiantines, sans bien sûr renoncer aux questions sociales politiques et internationales. Cela signifie que le syndicalisme doit établir un rapport dialectique et honnête entre le politique et le syndicalisme. Le mouvement étudiant n'est un mouvement de classe, car les étudiants ne constituent pas une classe sociale homogène, mais il peuvent constituer une force démocratique. L'action des masses illustrée par la lutte syndicale est une action collective qui a ses propres principes, les militants doivent les respecter :

- le principe de masse : veut dire que le syndicat n'est pas le champ de calculs politiques, sinon il va devenir un syndicat d'élite, ce principe veut dire aussi qu'il faut respecter les opinions des autres.
 - la démocratie entre les militants, entre les militants et les masses, c'est à dire laisser la possibilité d'expression de tous quelque soit les idées politiques.
 - l'indépendance : l'organisation syndicale ne doit pas être une section d'une organisation politique, toutes les divergences entre les différentes sensibilités sont exprimées.
 - le progressisme, donc solidarité avec les masses et les peuples opprimés et à leur tête la classe ouvrière et les paysans pauvres, cela implique une lutte anti-impérialiste.
- Ces principes sont un tout indivisible. La seule garantie pour sauvegarder notre syndicat combatif : l'AGEN-UNEF, c'est le lien avec les masses, la démocratie, les valeurs progressistes et l'indépendance.
- Il faut que dans le Bureau d'AGE, toutes les sensibilités politiques et syndicales soient représentées proportionnellement, et qu'une forme de consensus soit instaurée pour que le syndicat preserve son caractère combatif et militant.
- Car il faut qu'on sache que la similitude c'est la mort et que la différence c'est la vie.

Devant la situation actuelle de notre organisation syndicale, il me semble important de clarifier les prétentions de l'AGEN-UNEF en ce qui concerne la question internationale. En effet, il est important de rappeler les deux principes fondateurs de l'Unef qui sont : la défense des intérêts des étudiants et la solidarité avec les peuples opprimés à travers le monde.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Deux ans après l'agression impérialiste contre le peuple irakien, qui continue jusqu'à lors faisant de nouvelles victimes civiles, les traits du nouvel ordre mondial se dessinent. Il est encore évident que l'impérialisme et l'ONU appliquent deux poids et deux mesures.

30.000 soldats américains, français, britanniques, canadiens, italiens, belges et autres occupent la Somalie, sous couvert de l'ONU. Cette intervention impérialiste n'a de but que de reconquérir une certaine influence dans une région encore instable et pouvoir ainsi légitimer leurs futures interventions militaires à l'étranger notamment en Yougoslavie.

Comment les Etats-unis, qui financent les escadrons de la mort au Salvador, La France, atteinte de cécité dès qu'il s'agit de 15 millions de kurdes opprimés à l'intérieur des frontières de la Turquie (solidarité entre pays de l'OTAN oblige !) et soutenant les régimes de Abdou Douyouf, Hassan II et Ben Ali, bourreaux des peuples sénégalais, marocains et tunisiens et la Grande-Bretagne qui mène une répression féroce en Irlande du nord, peuvent-ils donner des leçons sur les droits de l'homme et des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Et pendant les beaux discours humanistes, notamment sur la nécessité de combattre le so-disant terrorisme international, l'Etat sioniste, lui, continue tranquillement et méthodiquement à déporter, à assassiner et à torturer sur tout le territoire de la Palestine occupée, en méprisant les décisions de l'ONU, qui l'a pourtant condamné à maintes reprises (résolutions 181, 242, 338 et bien d'autres, notamment sur les derniers 415 déportés Palestiniens). Face à cette situation, nous ne pouvons que soutenir les peuples qui luttent depuis plusieurs années contre l'impérialisme, tels que Cuba.

Camarades, revenons aux principes fondateurs de l'UNEF, qui ne seront que théorie sans une pratique concrète, même en prenant de grands risques pour aider les peuples en lutte contre l'impérialisme sur tous les continents. Cela va de soi car c'est le sens même de l'Internationalisme. Que faire alors ?

- permettre à l'UNEF d'être plus combative et pouvoir ainsi changer radicalement l'Université vers une université démocratique, populaire et ouverte sur le monde extérieur,

- réaffirmer la place de l'UNEF dans le combat anti-impérialiste et anti-fasciste !

Vive la lutte des peuples opprimés !
A bas l'impérialisme ! Vive la solidarité internationale !

Le 15 janvier 1993
Signé : Habib

Proposition : Politique universitaire

La politique universitaire impulsée par Jospin et prolongée par Lang suit la même logique de déréglementation et de désengagement de l'Etat. Le résultat des élections législatives de mars 1993 aura sans doute pour conséquence de rendre caduques les projets du gouvernement PS mais pas la volonté déjà perceptible avec Devaquet d'adapter le système éducatif :

1- aux principes de rentabilité économiques bref au libéralisme. Il suffit aujourd'hui d'écouter les responsables de l'administration parler de "stock" d'étudiants. Il suffit d'observer la volonté de mettre le plus grand nombre d'étudiants dans l'espace le plus réduit.

2- aux besoins futurs et fluctuants des entreprises par l'orientation de 50% des bacheliers vers des IUP cofinancées par le privé dans le cadre de la contractualisation et donc par la suppression des Deug dit non rentables.

De ces principes découle la situation que nous connaissons aujourd'hui à l'Université : massification sans démocratisation et donc TD surchargés, manque évident de moyens pour de meilleures conditions d'études.

De plus le spectre du chômage est agité pour faire passer toutes les mesures d'adaptation du système éducatif aux nécessités du marché. Ce discours sous-entend que l'Université est une usine à chômeurs ce qui est faux : 90% des diplômés de l'enseignement supérieur trouve un emploi dans un délai d'un an au maximum.

Il est vrai cependant que 50% des étudiants échouent au niveau du Deug. Mais là encore on sait que les Deug rénovés ont permis de réduire très sensiblement ce taux par une augmentation du volume horaire et la création de postes d'enseignants mais aussi des LATOSS.

Il est donc urgent de mobiliser les étudiants contre cette logique de déréglementation qui réside dans :

- La casse du cadre national et public des diplômes illustrée par la compensation des notes sur des bases différentes selon les UFR et même des disciplines, par le développement des diplômes d'Université, par la formation en IUFM,...

- La professionnalisation telle qu'elle est illustrée par la création des IUP où 50% des enseignants ne sont pas des enseignants mais des cadres d'entreprises et pour lesquels le paiement de droits supplémentaires est demandée aux étudiants.

- La contractualisation et donc le désengagement financier et pédagogique de l'Etat par l'adaptation de notre cursus fac par fac aux besoins locaux des entreprises.

- Le détournement de l'aide sociale et la promotion qui est faite par les prêts bancaires en lieu et place des bourses et la fin de la parité Etat étudiant sur le ticket de restaurant universitaire.

Notre opposition à cette logique nous conduit à refuser toute négociation sur cette base.

1- Le réengagement financier de l'Etat par l'augmentation de 25% du budget de l'Education Nationale et la création de postes d'enseignants et ce LATOSS en nombre suffisant pour assurer de meilleures conditions d'études aux étudiants et donner les moyens pour transformer la massification en démocratisation.

* par une collecte nationale de la taxe d'apprentissage et sa redistribution par l'Etat.

* l'augmentation du nombre et du montant des bourses

Nous exigeons aussi :

2- Le réengagement pédagogique de l'Etat

* par le maintien du cadre national et public des diplômes

* par le maintien des formations universitaires existantes

* par l'augmentation du volume horaire de nos études

* une véritable disciplinarité sur la base d'enseignement complémentaires.

Tout cela passe aussi par la lutte contre la procédure antidémocratique du décret lors de la mise en place des différentes réformes pédagogiques depuis 1989.

Il faut donc au plus vite engager une véritable concertation. Pour nous AGEN-UNEF, cela passe par l'organisation d'Assises locales au niveau national.

Organisation interne

Le manque de travail syndical et les divergences qui sont les nôtres aujourd'hui sont regrettables en particulier la non application de certains aspects de notre mode d'organisation fédéral. Les décisions se prennent en concertant plusieurs niveaux (BAGÉ, collectifs, associations, commissions). C'est-à-dire nous permettant de travailler le plus possible ensemble et d'éviter ainsi le fonctionnement d'un organe central tout puissant.

Les divergences avec les orientations du BN, ou ces divergences qui peuvent apparaître ici et là et à l'AGEN en particulier doivent se comprendre dans ce cadre fédéraliste de l'UNEF, ce qui n'empêche pas que quand il s'agit de grands enjeux (chaires d'inscription) nous tous savons et pouvons travailler ensemble.

Il faut faire revivre les associations, recréer nos relations avec le BN dans le cadre fédéraliste de l'UNEF créer des commissions sur des événements qui nous commandent d'agir. Cela nous permettra d'entraîner un maximum d'étudiants dans des luttes limitées dans le temps (répulsions de la Cité, manifs de Vincennes, organisation de la semaine anti-fasciste, extension de La Défense, transports, Bir-Zent).

L'AGEN-UNEF propose donc:

1^{re} Que le matériel national (affiches, tracts) doit être discuté à chaque fois dans le collectif, dans le BAGÉ qui donneront leurs points de vue et que son utilisation et sa diffusion soient décidées ~~en dernier~~ en dernier ressort par les associations et que celles-ci limitent la diffusion de ce matériel national à leur espace d'intervention respectif.

2^{de} Que à titre expérimental, le responsable de chaque commission (qui un événement aura rendu nécessaire) devra être membre du collectif.

Une commission n'étant nécessairement de durée limitée, c'est au collectif que reviendra la décision de mettre un terme au mandat du responsable de commission dans le collectif.

3^{de} Il faut qu'une tribune de discussion soit ouverte dans l'AGEN-UNEF afin que tous les adhérents puissent s'y exprimer. Pour garantir un droit de réponse dans le même courrier, le BAGÉ devra afficher dans le bocal son intention de rédiger un AGEN-UNEF au moins deux semaines avant son envoi. Les textes qui figurent dans la tribune de discussion doivent être renvoyés une semaine avant l'envoi du courrier.

Enfin il convient de rappeler que chaque membre de BAGÉ est élu par le congrès pour mettre en œuvre l'orientation que ce dernier aura définie et être à l'écoute de tous les étudiants. Le partage des tâches et des différents secrétariats au sein du BAGÉ doit en tenir compte.

En résumé, l'orientation de l'AGEN-UNEF sur tel ou tel thème n'est pas celle du secrétaire qui en a la charge mais bien celle des Congrès.

DECLARATION

Notre volonté d'appeler à un congrès extraordinaire était dictée par le fait que l'AGEN-UNEF est actuellement en crise grave, avec impossibilité de mener de réelles réflexions.

Depuis le début de ce congrès nous avons essayé de mener un réel débat sur toutes les questions (politique universitaire, extension de la défense, antiracisme et antifascisme, solidarité internationale...). Notre but dans ce congrès est de soulever des questions de fond pour répondre aux attentes des étudiants et pour avancer dans la défense intransigeante de leurs intérêts.

Malheureusement, nous avons constaté tout au long du congrès, qu'en face, un bloc refuse ce débat et ne propose aucune perspective de travail. Son but principal est de prendre le pouvoir dans l'AGEN, et pour atteindre ce but, encarter à la dernière minute une quinzaine d'étudiants qui lui servira d'appui.

A l'AGEN-UNEF, nous refusons ces pratiques antidémocratiques et opportunistes. Ce bloc va jusqu'à proposer une liste homogène définie par avance sans aucun débat.

De notre côté, nous pensons que pour sortir de la crise actuelle, toutes les sensibilités doivent être représentées.

A nos yeux, la direction qui sortira de ce congrès n'est pas représentative de la réalité de l'AGEN-UNEF actuelle, par conséquent nous ne participerons pas au vote.

Par ailleurs, nous restons fidèles à nos idées c'est-à-dire la défense intransigeante des intérêts moraux et matériels des étudiants, pour un syndicalisme de masse unitaire et combatif.

Alain, Benjamine, Châabane, Claude, Dabbia, David, Delia, Dominique, Emmanuelle, Florence, Fred, Nathalie, Nora, Olivier, Ourida, ~~Philippe~~, Victoire, ✂

(pas signé)
Philippe F
Les contacts

François,

ANTIFASCISME

Lors de la dernière Assemblée Générale, l'ensemble des militants présents a décidé d'adopter une position commune vis à vis de la liste du CNEN en UFR de droit. Il a été alors décidé, dans l'optique où l'administration acceptait la présence de cette liste à la fac, d'une part de ne pas présenter de liste AGEN-UNEF et d'autre part de tout faire pour empêcher le déroulement de ces élections. Cette mesure ne sera pas prise sans l'accompagnement d'une campagne d'information et de lutte contre cette organisation fasciste et ce avec les autres organisations de Nanterre. De fait, la question de l'antifascisme, dans le cadre du syndicat, est aujourd'hui soulevée, d'autant plus que de récentes menaces du NSDP.AO nous poussent à une réaction soutenue.

D'autre part, depuis la rentrée universitaire, nombre d'étudiants immigrés ont eu à subir les préjugés racistes d'une administration complice. Cette politique qui se résume pour ces étudiants par : "Pas de carte de séjour, pas de carte d'étudiant et pas de carte d'étudiant, pas de carte de séjour, doit être sérieusement dénoncée par notre syndicat et doit entraîner une réponse concrète. Cette double complicité débouchant sur une responsabilisation affirmée de l'administration, reprenant ainsi la politique raciste de quotas de notre gouvernement, nécessite de notre part une responsabilisation également affirmée dans le combat antifasciste.

En effet, l'université au-delà de son cadre scolaire, est aussi le lieu de confrontation sociale et culturelle que l'on peut observer plus largement dans notre société. C'est pourquoi, à l'échelle de la fac et grâce au syndicat, la contre-attaque contre le racisme et le fascisme prend toute sa dimension. Loin d'être un monde clos, la fac est au contraire un réel reflet de notre environnement social et c'est la raison pour laquelle, elle est aussi le lieu indiqué de tout débat. Ainsi notre lutte enragée contre le racisme et le fascisme s'inscrit-elle dans une activité plus large.

Notre engagement se place aujourd'hui sur trois axes :

Premièrement : la lutte antifasciste dans son essence, nécessite, non seulement une campagne de dénonciation de l'implantation du fascisme dans toutes les facs, c'est à dire la mise à jour de leur méthode (violence, gazage, menaces, infiltration, ...) de leur affiliation au FNJ et aux divers groupuscules d'extrême-droite et de leur idéologie néonazi. Mais la lutte antifasciste nécessite aussi une mobilisation physique de nous tous, militants et militantes, face aux fascistes comme à l'administration. L'antifasciste passe également par l'analyse syndicale de classe dans l'enceinte de l'université. C'est cette analyse qui nous permettra de comprendre pourquoi la liste du CNEN ne s'adresse qu'à une certaine catégorie sociale d'étudiants, qui se trouvent dans l'UFR de droit, terrain propices aux idées racistes.

Deuxièmement : la lutte antiraciste passe nécessairement d'une part :

- par la mise en accusation de la politique ségrégationniste vis à vis de nos camarades immigrés, qui se retrouvent dans l'impossibilité de poursuivre leurs études à cause de préjugés racistes. Cette attitude implique un suivi conséquent de chaque cas et ce dans le but d'ouvrir les yeux de l'administration.

- par la construction d'une réponse globale universitaire sur les étudiants étrangers et sur leurs droits.

Troisièmement : Ces deux points énoncés et l'attitude fâcheuse de l'administration pose le problème de la démocratie et du droit.

* Quelle démocratie ? Celle de Demaldent qui cautionne, par son attitude passiviste, l'implantation du CNEN en renvoyant dos à dos fascistes et antifascistes et en nous menaçant de commun accord avec l'administration de sanctions en cas de boycott des élections. C'est la même démocratie que développe le gouvernement qui permet aujourd'hui à le pen d'assoir une légitimité électorale sur le manque de réponse sociale face à la crise. Il est de notre rôle, à l'échelle de la fac, d'apporter des réponses à la montée de l'extrême-droite. La démocratie que défend Demaldent et le gouvernement, ô combien républicains, se montrent incapables de barrer la route au fascisme quand la profession de foi du CNEN devient ainsi juridiquement inattaquable. C'est donc à nous de le faire.

* Quel droit ? Où est le droit quand le gouvernement et l'administration à l'échelle locale favorisent une politique d'exclusion. C'est encore à nous de réclamer l'égalité des droits.

Sont-ils alors en position de nous donner des leçons de démocratie et de droit ?
Prouvons leur que non !

Dans cette optique il convient de consacrer rapidement notre activité en vue des prochaines échéances :

- la semaine antifasciste, antiraciste unitaire pour la préparation de la manif du 6 février. Participons à l'élaboration du meeting, du film, des débats et du concert.

- les élections en droit. Préparons la riposte à l'éventuelle présence du CNEN, et ce malgré les menaces de l'administration.

Enfin, il est urgent maintenant également d'adapter à notre syndicat une structure qui permette le suivi sur ce sujet. C'est pourquoi, nous proposons la création d'une commission de proposition et d'action sur l'antifascisme, l'antiracisme et l'égalité des droits, comme ce fut le cas pour Vincennes. Elle sera composée de quelques militants parmi les quels un ou une sera désigné(e) pour faire état du travail au collectif ou au bureau d'AGE pour prendre position.

Ainsi notre lutte sera efficace !

DROIT DE REPONSE

Tout d'abord c'est avec amusement que je lis : "Notre volonté d'appeler à un Congrès Extraordinaire...". Je rappelle à l'ex-président, que c'est contraint et forcé, et après plusieurs mois (dès le mois de septembre !), qu'il a dû se résoudre à appeler à un Congrès extraordinaire, voulu par la grande majorité des adhérents de l'UNEF... Je lis également : "Notre but dans ce congrès est de soulever des questions de fond..." Là, on croit rêver ! Les adhérents qui ont pu suivre les débats doivent se demander s'ils ont bien suivi le même Congrès : en effet, au cours de ces deux jours, aucun bilan sérieux de l'activité de la direction sortante n'a été tiré ; aucun bilan de Trésorerie (et là, on comprend l'ex-trésorerie, dont les comptes laissés à la nouvelle direction sont, et c'est le moins que l'on puisse dire, très douteux...) ; aucune perspective nouvelle... A moins que l'on considère comme "Bilan" le discours inaugural de l'ex-Président, où les injures rivalisent avec la diffamation envers certains camarades... Et que dire également de ce passage : "...encarter à la dernière minute une quinzaine d'étudiants..." ? Les pauvres signataires, aveuglés par leur défaite devant les urnes se raccrochent ainsi à cette explication saisissante : "certains adhérents sont moins adhérents que d'autres, et si nous n'avons pas été réélus c'est parce-que des adhérents ont osé voter pour d'autres... Ah, oui ! C'est vrai. Le Bureau sortant ne s'est pas représenté. Bien sûr. Constatant qu'il n'avait pas la majorité, il a courageusement préféré partir... Enfin, si j'ai un petit conseil à donner à ces signataires, ce serait celui-là : plutôt que d'insulter les adhérents ayant osé (!) adhérer à l'UNEF, ils feraient mieux de militer, non pas dans les couloirs et les bureaux, mais sur le terrain, auprès des étudiants...

*Marcello,
Secrétaire à la Propagande*

Sous la pression constante des adhérents de l'AGEN-UNEF, le Bureau d'AGE précédent a, en effet, décidé l'organisation d'un Congrès d'AG extraordinaire.

Lors de l'élection du nouveau Bureau AG, un groupe d'adhérents dont l'ex-Président, l'ex-secrétaire à l'Orga, l'ex-Trésorier ont décidé de ne pas prendre part au vote. Il n'a pas fait le jeu de la démocratie en préférant démissionner de cette façon. Qu'il l'assume ! Mais le minimum, lorsque l'on est ex-responsable ou adhérent d'un syndicat, c'est de respecter tous les adhérents, ce qui n'est manifestement pas le cas.

Les propositions d'activité par commissions et par associations et les premiers combats menés suffisent à prouver, en tout cas, la mauvaise foi de cette déclaration lue juste avant l'élection. J'espère que ces signataires en prennent conscience aujourd'hui, car de querelles malsaines en propos injustifiés, c'est l'AGEN-UNEF dans son ensemble qui se détruit.

*David,
Secrétaire à l'Orga*